

Le budget—M. Stanfield

M. Stanfield: Le fait que nous ayons un déficit énorme est en grande partie imprévu. La baisse des recettes occasionnée par un brusque ralentissement de l'économie est un exemple d'une situation où c'est la queue qui agite le chien, dans ce cas-ci, le déficit. Les coupes proposées dans les dépenses ne sont que des coupes dans les prévisions budgétaires des ministères et elles sont contrebalancées par les subventions accrues aux programmes des initiatives locales et les crédits d'impôt accordés à l'industrie, ainsi que par les affectations supplémentaires proposées pour le logement et d'autres postes. Les dépenses proposées pour l'année financière courante dans le budget présenté lundi soir sont tout aussi élevées que celles que le ministre a proposées pour l'année financière courante en novembre dernier. Elles sont tout aussi élevées.

[Français]

Il est frappant de constater que le gouvernement, face à un déficit de plus de deux milliards de dollars malgré la taxe accrue sur l'essence et l'augmentation de l'impôt sur les revenus personnels élevés, ait préféré augmenter le déficit à plus de trois milliards de dollars et réaliser certains projets supposés populaires.

Il ressort que ce déficit énorme n'est pas dû à une réduction d'impôt comme c'est le cas en ce qui a trait au déficit des États-Unis, mais provient d'une croissance des dépenses que le gouvernement ne peut contrôler, fait associé aux revenus qui diminuent.

[Traduction]

Je soutiens que certaines de ces choses ne peuvent durer. Le gouvernement n'a pas choisi de faire preuve de modération, d'accumuler un lourd déficit ni d'adopter cette politique fiscale. Toutes ces choses ont été imposées au gouvernement qui a trop longtemps feint d'ignorer ses responsabilités et qui s'est soustrait au leadership qu'il devait assumer. Les événements ont finalement eu raison d'un gouvernement optimiste et d'un ministre des Finances des beaux jours. Le ministre des Finances n'a pas véritablement adopté cette position de propos délibéré. Ce n'est pas le fruit d'un leadership, mais simplement l'aboutissement de certaines politiques, et des difficultés accentuées par un faible taux de croissance.

Qu'est-il arrivé au programme de consensus. Il a expiré, comme Jules César après des mois de cachotterie et de réunions secrètes. Il faut présumer qu'il était destiné à disparaître à un moment donné, car il était factice dès le début et c'est évident maintenant. Il s'agissait simplement de tuer le temps. Il a joué son rôle. Il est maintenant relégué aux oubliettes. Il n'y a jamais eu de campagne d'information au sujet du présumé programme de consensus et le gouvernement n'a jamais tenté de rallier l'opinion publique à son programme de consensus. Il était entouré de mystère; des renseignements précis n'ont jamais été communiqués à la population. C'était immédiatement avant la réunion des dirigeants du Congrès du travail du Canada. En fait, la proposition qui fut faite n'en était même pas une. Jamais le gouvernement n'accepterait d'associer son nom à quoi que ce soit d'aussi rigoureux qu'une proposition. Quelle imposture!

● (1540)

Il paraît que le premier ministre doit prendre la parole au cours du débat. Il devait, sauf erreur, prendre la parole dès aujourd'hui, et ce n'est pas moi qui le blâmerai de s'accorder une autre semaine pour tenter de défendre ce budget. Quand il s'exécutera, j'espère qu'il en profitera pour nous expliquer le rôle vital qu'il a joué dans l'affaire du consensus. Sans doute les députés se souviennent-ils

[M. Stanfield.]

que le premier ministre a eu la hardiesse de déclarer dès le début que c'était lui qui mènerait à bien le programme en vue du consensus; cependant, à mesure que les semaines et les mois ont passé, le premier ministre s'est montré de moins en moins sur la brèche, au point de n'y plus paraître du tout. Le ministre des Finances s'est retrouvé tout seul quand l'heure a sonné de se rendre sans condition. Il y avait belle lurette que le premier ministre s'était sauvé en pique-nique à bord d'un hélicoptère.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Le prétendu programme de consensus n'a servi qu'à faire passer le temps, à faire passer le gouvernement d'un budget à l'autre en donnant l'apparence qu'il faisait quelque chose dans l'espoir que l'économie réagirait rapidement, que l'inflation intérieure ralentirait et que le temps panserait toutes les blessures. Mais cet espoir a été vain. Après l'échec du programme de contrôles volontaires ou de consensus, le budget se propose de créer dans le pays un climat qui incite les Canadiens à la modération dans la négociation de leurs conventions de travail et de leurs règlements salariaux.

Le budget prétend donner l'exemple de la modération. En réalité, le budget contient très peu de choses à part la phraséologie et la confusion. Nous y trouvons, par exemple, une hausse du prix du pétrole que le ministre soutient être dans l'intérêt public. Mais cette mesure fait augmenter les prix à la consommation, elle tend à accroître le coût de la vie. Tous devront admettre que cela incite les consommateurs à exiger des salaires et traitements plus élevés. Le ministre ayant jugé la taxe nécessaire dans l'intérêt national, j'aurais cru qu'il aurait compensé par une réduction d'impôts pour les consommateurs s'il est vraiment sincère dans son intention de créer au pays une atmosphère propre à encourager la modération.

Mais qu'a-t-il fait? Loin de compenser les consommateurs, il propose une taxe de 10c. le gallon sur l'essence. Certains apologistes du gouvernement soulignent cela comme un exemple de modération. A mon avis, c'est jouer sur les mots, car on avait parlé auparavant de la nécessité de faire preuve de modération dans ce que nous, le gouvernement, les travailleurs et le public exigeons de notre économie. Si en haussant le prix de l'essence de 10c. le gallon le ministre encourage la modération, alors les pays de l'OPEC encouragent la modération au Canada en haussant le prix du pétrole; et si l'on pousse cette logique jusqu'au bout, n'importe quelle compagnie encourage la modération en relevant le prix de ses produits au Canada car alors les Canadiens à revenu modique n'auront pas les moyens de les acheter.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Le ministre a imposé une taxe de 10c. le gallon d'essence afin de pouvoir recueillir plus d'argent, et il l'admet volontiers. Mais il a aussi imposé cette taxe afin que le gouvernement puisse toucher plus que la part du produit national brut qui doit normalement lui revenir, ce qu'il refuse d'admettre. Du point de vue des comptes nationaux, le ministre a augmenté de 16 p. 100 les dépenses du gouvernement par rapport au dernier exercice financier, et ce pour une année au cours de laquelle il est prédit que la croissance de notre économie en restera à un point mort. Si on estime que le ministre veut accaparer une part beaucoup plus importante du produit national brut, force nous est de conclure que son budget est nettement inflationniste.

Le ministre dit que la taxe de 10c. le gallon est nécessaire pour que le gouvernement puisse assurer un seul et